

Découvrir les approches efficaces

L'expérimentation et la recherche en politique sociale à la SRSA

Volume 4, Numéro 2

Automne 2004

Effectuer la transition entre l'aide sociale et le marché du travail

Bien que le Projet d'autosuffisance (PAS) ait été d'abord et avant tout une étude expérimentale à assignation aléatoire qui visait à évaluer les effets d'une stratégie « rendant le travail payant » sur un groupe de parents seuls prestataires de l'aide sociale de longue date, il incorporait également une stratégie de recherche beaucoup plus vaste. Dans *Sustaining: Making the Transition from Welfare to Work*, Wendy Bancroft examine en détail la vie de plusieurs participantes au PAS ainsi que celle de leurs familles, et ce, sur une période de deux ans alors qu'elles tentaient d'effectuer la transition entre l'aide sociale et le marché du travail.

Douze mères monoparentales ont été choisies au hasard à partir d'une liste de participantes qui possédaient des caractéristiques communes avec l'ensemble de l'échantillon du PAS. Certaines de ces mères travaillaient et recevaient le supplément de revenu du PAS au moment où elles ont été sélectionnées pour cette étude. D'autres avaient initialement trouvé du travail mais avaient de nouveau recours à l'aide sociale. Enfin, deux d'entre elles n'avaient pas encore accepté l'offre du

supplément. Les mères ont rencontré la chercheuse trois fois par année pendant deux ans pour parler de leurs expériences au quotidien. Les défis qu'elles ont mentionnés sont courants dans la littérature portant sur les expériences des chefs de famille monoparentale : longues périodes de pauvreté et d'aide sociale, emplois instables peu rémunérés et difficultés à trouver un service de garde abordable et digne de confiance tout en assumant les diverses responsabilités familiales.

Cependant, plusieurs autres facteurs qui étaient moins attendus ont fait surface au cours de l'étude et ont semblé jouer un rôle important dans le fait de quitter l'aide sociale. On compte parmi ceux-ci la présence continue des pères, l'importance de l'environnement physique et social dans les décisions de quitter l'aide sociale, le rôle joué par des personnes-clés ou événements importants au cours de la jeunesse, ainsi que l'impact de certains traumatismes sur la transition entre l'aide sociale et le marché du travail.

TABLE DES MATIÈRES

Effectuer la transition entre l'aide sociale et le marché du travail	1
Des parents d'élèves de maternelle interviewés au Manitoba	3
La recherche liée au Projet d'autosuffisance se poursuit	4
Capital social, inclusion sociale et cohésion sociale : quelles sont les limites?	6
Babillard	12

DÉCOUVRIR LES APPROCHES EFFICACES est publié par la Société de recherche sociale appliquée (SRSA).

La mission de la SRSA, qui comprend deux volets, consiste d'une part à aider les décideurs et les intervenants à identifier et mettre en œuvre des politiques et programmes sociaux qui améliorent le bien-être de tous les Canadiens en étudiant tout particulièrement leurs effets sur les personnes défavorisées et, d'autre part, à rehausser les critères d'évaluation des politiques et des programmes sociaux.

Pour obtenir un abonnement gratuit à DÉCOUVRIR LES APPROCHES EFFICACES ou des exemplaires gratuits des publications de la SRSA, communiquer avec la SRSA au 55, rue Murray, Bureau 400, Ottawa (Ontario) K1N 5M3, Canada.

Tél. : (613) 237-4311

Télé. : (613) 237-5045

Courriel : info@srdc.org

Des versions électroniques sont disponibles à www.srdc.org.

ISSN 1496-8622

Découvrir les approches efficaces

Les femmes ont relaté qu'elles vivaient dans des complexes d'habitation non conformes aux normes, situés dans des quartiers non sécuritaires, et où vivent des personnes qui n'ont que peu d'espoir d'un avenir meilleur. Les femmes ayant des enfants plus âgés qui ont pris la décision de quitter l'aide sociale et de commencer à travailler s'inquiétaient de la sécurité de leurs enfants. Le réseautage au sein de leurs cercles sociaux ne menait qu'à des emplois instables et peu rémunérés, avec peu de chances d'augmentation de salaire ou d'avancement professionnel.

La prévalence des questions d'abus dans leurs histoires est particulièrement ahurissante : la plupart des femmes ont parlé de moments où elles ou leurs enfants ont subi une forme d'abus physique ou psychologique, et de comment ces expériences furent humiliantes et traumatisantes pour elles :

Je me faisais abuser par mon mari chaque jour — sexuellement, physiquement. Il mord parfois. C'était terrible, vraiment terrible — une de mes oreilles. Il m'a frappée ... L'estime de soi en prend un coup et on tombe très bas. Je me sens comme si je ne pouvais rien faire de bon? Comme si j'étais stupide.

Dans plusieurs de ces cas, l'abuseur était le père des enfants et il continuait d'avoir une présence dans la vie de famille. En fait, dans la plupart des familles, les pères ont continué à jouer un rôle. Alors que la présence du père pouvait représenter un soutien financier additionnel pour la famille, elle impliquait plus souvent qu'autrement du harcèlement continu et des batailles constantes pour la garde des enfants, apportant son lot de stress supplémentaire :

Je veux dire que je n'arrêtais pas de penser, penser, penser : je dois me souvenir de ceci, je dois faire cela, je dois appeler ici, je dois écrire

cela, je dois faire face à cette situation, je dois m'assurer que mon fils est bien, je dois m'assurer que je suis bien, je dois m'assurer que nous vivons bien. Et la tension! J'étais toujours tendue. J'avais des nœuds dans les muscles de mon dos et tout ce genre de chose.

Dans les situations où la mère avait un soutien social limité ou inadéquat, ce genre de stress était particulièrement difficile. Bien que le soutien social soit considéré comme essentiel pour réussir la transition entre l'aide sociale et le marché du travail, la qualité de ce soutien peut varier. Plusieurs mères vivaient dans des environnements où la prise de risque n'était pas encouragée ou encore dans des conditions où leurs propres sentiments de désespoir ou de doute envers elles-mêmes étaient renforcés par ceux des gens de leur entourage qui n'avaient pas suffisamment de vision ou de confiance en eux pour espérer avoir une vie différente. Par exemple, des efforts pour améliorer leurs conditions pouvaient être sabotés par un conjoint qui se sentait menacé par ce comportement : « Je ne veux pas que tu fasses tes devoirs ce soir. Je veux que tu viennes ici avec moi regarder la télé. »

Parfois, le stress combiné du travail, de la monoparentalité, de la pauvreté, des batailles pour la garde des enfants ou d'autres questions traumatisantes aboutissait à une conception de la vie où tout était futile, où la dépression guettait, où les défis de la vie et du travail pouvaient être écrasants : « Je me demande parfois pourquoi je me donne toute cette peine. Il y a eu des moments où j'avais bien envie de tout laisser tomber, arrêter d'être une mère, arrêter d'être tout. »

Le côté positif c'est que des femmes ont réussi à trouver la force de s'extirper de ce borborygme et d'améliorer leur vie. À mesure que l'étude progressait, la question de savoir pourquoi cer-

taines pouvaient surmonter l'adversité alors que d'autres ne le pouvaient pas est devenu un sujet d'enquête. La notion de résilience a commencé à émerger comme étant une explication convaincante de ce phénomène.

Guidées par la littérature à propos de la résilience et par les nouvelles découvertes de l'étude, les transcriptions des interviews ont été analysées dans un effort pour comprendre ce qui distinguait les mères ayant obtenu plus de succès que les autres et ce qui rendait certaines mères plus résilientes que d'autres.

Trois groupes ont été identifiés :

- Les mères qui tenaient bon — soit celles qui travaillaient et qui avaient peu de chances d'avoir recours à l'aide financière du gouvernement ou d'organismes de charité,
- Les mères en transition — celles qui n'étaient pas encore tout à fait indépendantes mais qui étaient sur la bonne voie et
- Les mères découragées — celles qui étaient incapables d'entrevoir une lueur d'espoir, de voir plus loin que leur condition actuelle.

Ces trois groupes ont ensuite été examinés pour déterminer quels mécanismes d'adaptation, quels facteurs de risque et de protection ont pu être présents dans leur vie et pourraient aider à expliquer la présence ou l'absence de résilience.

Sans grande surprise, les facteurs de protection étaient plus fréquents dans le groupe des mères qui tenaient bon. Sans exception, elles avaient bénéficié de la présence d'un modèle de rôle fort et bienveillant alors qu'elles étaient jeunes. Elles avaient tendance à bénéficier de sources de soutien plus fortes dans leur vie actuelle et à avoir acquis un sentiment d'accomplissement par le biais du travail ou de l'école. Ces femmes avaient un comportement

orienté vers un but, étaient ingénieuses et se trouvaient dans une meilleure position pour résoudre des problèmes et reconnaître des occasions. Elles avaient également une meilleure estime de soi : alors qu'une mère découragée pourrait être rebutée par un horaire de travail instable, abandonner le tout et avoir de nouveau recours à l'aide sociale, une mère qui tient bon chercherait un autre travail offrant une meilleure sécurité et continuerait de chercher jusqu'à ce qu'elle en trouve un qui lui convienne.

Bancroft en arrive à la conclusion suivante : lorsque l'on considère les familles monoparentales et leur

capacité de quitter l'aide sociale et de conserver un emploi, il est nécessaire de reconnaître que ce ne sont pas tous les parents apparemment aptes au travail qui ont la capacité ou la résilience qu'il faut pour effectuer cette transition; le personnel de prestation de programme devrait être formé pour évaluer les clients en fonction de leur résilience et des outils d'évaluation spécialisés devraient être développés pour aider le personnel du programme et faciliter la communication de ces renseignements de la part des parents. Le personnel devrait être formé pour promouvoir la résilience auprès des parents seuls et des programmes

devraient être développés pour combler ce besoin. De façon alternative, le rapport suggère que les personnes qui ont été découragées dans le passé mais qui tiennent bon maintenant pourraient apporter leur aide dans le cadre d'un programme de mentorat entre pairs. Mais en bout de ligne, le rapport conclut que la première étape nécessaire pourrait être de trouver des milieux de travail positifs qui offrent à ces personnes l'occasion d'acquérir un sentiment de confiance en soi et d'accomplissement. ♦

Des parents d'élèves de maternelle interviewés au Manitoba

La Société de recherche sociale appliquée (SRSA) a été engagée par Enfants en santé Manitoba (ESM) pour effectuer une entrevue téléphonique ponctuelle auprès de 1 000 parents d'élèves de maternelle au Manitoba. Pour ESM, il s'agit là de la première étape d'un processus de collecte de données robustes visant à appuyer l'engagement du gouvernement du Manitoba à mettre à jour et à élargir les connaissances dont on dispose relativement au développement de l'enfant. Avec le concours de la firme canadienne de recherche commerciale POLLARA incorporée, la SRSA a pris contact et a interviewé des parents qui s'étaient portés volontaires dans 19 divisions scolaires sur une

période de cinq semaines entre mai et juin 2004. Au cours de ces entrevues d'une durée d'une heure, les parents relataient les expériences de leurs enfants et de leur famille. Les enseignants de tous les élèves de maternelle faisant partie de l'échantillon de l'étude avaient utilisé l'instrument de mesure du développement de la petite enfance (IMDPE) pour évaluer chacun de leurs élèves en février 2004. L'IMDPE, élaboré par des chercheurs du Canadian Centre for Studies of Children at Risk de la McMaster University, mesure la maturité scolaire d'un enfant et aidera le gouvernement du Manitoba à savoir dans quelle mesure les enfants sont prêts à poursuivre leur vie scolaire et

s'ils sont capables d'apprendre et de profiter de l'expérience. Les parents ont donné leur permission à la SRSA pour combiner l'information qu'ils ont fournie lors de l'entrevue avec les résultats de l'IMDPE relatifs à leur enfant, ce qui fournira une meilleure compréhension de la relation qui existe entre la maturité scolaire actuelle des élèves de maternelle et les expériences et le contexte familiaux. Les résultats des entrevues devraient être disponibles au début de l'année prochaine. ♦

La recherche liée au Projet d'autosuffisance se poursuit

Depuis le lancement du Projet d'autosuffisance (PAS) en 1992, une série de rapports a vu le jour et la recherche au moyen des données du PAS se poursuit. À l'origine, le PAS visait à évaluer les effets de l'offre d'un supplément de revenu généreux mais temporaire à des parents seuls prestataires de l'aide sociale de longue date, et ce dans deux provinces soit la Colombie-Britannique et le Nouveau-Brunswick. Un des volets de l'expérience consistait à fournir des services d'aide à la recherche d'emploi et d'autres services en matière d'emploi en plus de l'incitatif financier. Les études d'impacts majeures publiées en 2002 puis en 2003 ont montré que la stratégie de « rendre le travail payant » mise à l'essai par le PAS a en fait :

- augmenté l'emploi,
- réduit la réception d'aide sociale,
- haussé les gains d'emploi et le revenu des familles à faible revenu,
- eu des effets positifs sur certains des jeunes enfants de familles monoparentales,
- entraîné un coût faible ou nul pour le gouvernement sous certaines conditions.

Le PAS a été mené comme une étude expérimentale à assignation aléatoire impliquant plus de 9 000 parents seuls. L'étude combinait des données tirées de dossiers administratifs avec des renseignements recueillis à partir d'enquêtes de référence et d'enquêtes de suivi en plusieurs étapes. Développement des ressources humaines Canada (devenu depuis Ressources humaines et Développement des compétences Canada) a

prolongé le financement du projet pour une durée supplémentaire de trois ans afin que le riche ensemble de données générées par le PAS puisse être exploré davantage. Plusieurs analyses utilisant les données du PAS sont donc actuellement en cours et seront publiées d'ici mars 2006. Deux documents de travail examinant des questions très différentes ont récemment été publiés.

Le fait de constater que les personnes qui étaient les plus rapides à renoncer au chômage étaient aussi les plus promptes à sortir du marché du travail était inattendu.

Dans *An Econometric Analysis of the Impact of the Self-Sufficiency Project on Unemployment and Employment Durations*, Jeffrey Zabel, Saul Schwartz et Stephen Donald observent l'effet qu'a eu le PAS sur la durée des périodes d'emploi et de chômage des participants et examinent un certain nombre de facteurs qui pourraient avoir conduit les participants à entrer ou à sortir du marché du travail. Étant donné que nombre des facteurs qui peuvent avoir une influence majeure sur la durée de temps qu'une personne passe à être employée ou au chômage ne sont pas observés, tels que la motivation ou la valeur qu'une personne accorde au temps non consacré à l'emploi, cette

étude implique une analyse statistique non expérimentale complexe.

Les auteurs constatent que les facteurs non observés n'expliquent que faiblement, chose surprenante, pourquoi une personne a reçu ou non au moins un versement du supplément du PAS. Les auteurs signalent également que divers facteurs non observés parmi les personnes qui reçoivent le supplément semblent s'annuler l'un l'autre. Par exemple, après avoir pris en compte les facteurs observés tels que l'éducation, l'âge et la santé mentale, les personnes qui étaient les plus promptes à cesser d'être au chômage étaient aussi celles qui sont les plus rapides à quitter le marché du travail. Renoncer au chômage pour travailler augmente le taux d'emploi des prestataires du supplément du PAS, tandis que sortir du marché du travail entraîne une diminution de celui-ci. Par conséquent, le taux d'emploi mesuré pour les prestataires du supplément du PAS demeure quasiment identique que l'on utilise des méthodes statistiques complexes ou pas.

Le fait de constater que les personnes qui étaient les plus rapides à renoncer au chômage étaient aussi les plus promptes à sortir du marché du travail était inattendu. L'inverse semble plus plausible : les personnes qui sont les plus rapides à renoncer au chômage — sans doute parce qu'elles sont plus motivées pour travailler — seraient celles qui garderaient leur emploi le plus longtemps. Toutefois, les auteurs spéculent que les personnes qui peuvent trouver du travail rapidement peuvent aussi être plus promptes à quitter

un emploi insatisfaisant sachant qu'elles peuvent en trouver un autre rapidement. À l'inverse, une personne qui a de la difficulté à trouver un travail pourrait être plus encline à conserver un emploi même s'il est insatisfaisant de peur d'avoir de la difficulté à trouver un nouvel emploi.

Dans *Out-of-School Time-Use During Middle Childhood in a Low-Income Sample: Do Combinations of Activities Affect Achievement and Behaviour?* Pamela Morris et Ariel Kalil utilisent les données du PAS pour examiner les effets des activités extrascolaires sur les enfants issus de familles à faible revenu.

Entre l'âge de 6 et 12 ans, les enfants commencent à être exposés à de plus en plus d'environnements en dehors du cadre familial. Les enseignants, l'école et les pairs deviennent des sources d'influence de plus en plus grandes. Cependant, les enfants issus d'une famille à faible revenu font face à des défis particuliers qui réduisent leurs chances d'enrichissement : un voisinage dangereux pourrait les retenir à la maison et le manque de parcs, de bibliothèques et d'autres installations récréatives pourrait leur offrir moins d'occasions d'enrichissement. Certains chercheurs soutiennent que le fait de participer à un apprentissage, à des sports ou à des activités récréatives extrascolaires structurés peut aider au développement de ces enfants, au niveau scolaire et comportemental, tout en les aidant à éviter les activités non supervisées avec leurs pairs dans des contextes potentiellement dangereux. Si tel est le cas, il serait de l'intérêt des décideurs de financer et de promouvoir de telles activités extrascolaires structurées.

Afin de faire la lumière sur cet enjeu, Morris et Kalil analysent les données du PAS concernant les enfants de 6 à

12 ans pour découvrir de quelle façon ils profitaient de leurs temps extrascolaire et si ces activités ont favorisé leur développement cognitif et leur bien-être affectif. Ils observent une gamme d'activités comprenant la participation à des clubs, à des leçons et à des sports structurés supervisés par un adulte. Ils utilisent des techniques statistiques pour répartir les enfants en cinq groupes selon le genre et le nombre d'activités auxquelles ils prennent part. Par exemple, certains enfants participaient à des sports, des clubs et des leçons; certains faisaient uniquement du sport; d'autres ne prenaient part à aucune de ces activités. Les auteurs comparent ces groupes d'après leurs

... la participation à certaines combinaisons d'activités extrascolaires structurées est associée à des résultats bénéfiques chez les enfants issus d'une famille à faible revenu.

notes en mathématiques, leur rendement scolaire et l'incidence d'un comportement pro-social, de problèmes comportementaux et de problèmes à l'école.

Morris et Kalil constatent que les élèves qui prenaient part à toutes les activités — les sports, les clubs et les leçons — avaient toujours de meilleurs résultats en termes de rendement scolaire et comportement pro-social que les enfants qui ne participaient à aucune de ces activités. Leurs techniques d'estimation tiennent compte des différences au niveau des caractéristiques observées des parents et des enfants ainsi que des caractéristiques familiales non observées. On relève des bénéfices similaires chez le groupe ne

participant qu'à des sports (au niveau du rendement scolaire et du comportement pro-social) et chez le groupe prenant part à des sports et à des clubs (au niveau de leur notes en mathématiques). Toutefois, ces résultats ne sont pas observés de façon uniforme à travers les diverses techniques d'estimation.

Les auteurs concluent que leur étude apporte la preuve que la participation à certaines combinaisons d'activités extrascolaires structurées est associée à des résultats bénéfiques chez les enfants issus d'une famille à faible revenu. Ils notent que la participation à des sports figure toujours dans les combinaisons qui produisent des effets bénéfiques. Ils formulent l'hypothèse que les sports d'équipe pourraient aider les enfants à développer des compétences qui sont nécessaires à leur bon développement durant cette étape de leur vie, notamment des compétences athlétiques, l'autorégulation affective et comportementale et la formation de liens avec les pairs et les mentors adultes.

En dépit de ces associations statistiques, Morris et Kalil restent prudents lorsqu'ils disent que le fait de participer à des sports, des clubs et des leçons entraîne un meilleur rendement scolaire et un comportement pro-social plus affirmé. Ils notent que les enfants possédant certaines caractéristiques non observées — un degré élevé de motivation ou d'habiletés sociales — sont peut-être plus enclins à s'impliquer dans un grand nombre d'activités. Ces mêmes caractéristiques peuvent aussi leur permettre de mieux réussir à l'école et d'afficher un comportement plus pro-social. ♦

Capital social, inclusion sociale et cohésion sociale : quelles sont les limites?

Distinction des résultats connexes du PIEC au moyen d'une approche axée sur les réseaux

L'intérêt général pour le concept du capital social est indéniable. Bien que ce concept ait fait l'objet d'enquêtes et de théories dans de nombreuses recherches sociales, il n'est pas étonnant de découvrir qu'un intérêt si diversifié n'a pas permis la création d'une définition unique. Stone (2001) reconnaît que, malgré une utilisation actuelle considérable, le débat sur le capital social « a vu la conceptualisation du capital social devancer l'élaboration d'outils de mesure empirique ». Les concepts connexes de l'inclusion sociale et de la cohésion sociale comprennent un problème semblable. Jenson (1998) recense plusieurs mesures de cohésion sociale comprises également dans la définition de la littérature sur l'inclusion sociale. Elle

constate que la cohésion sociale est « un concept ambigu parce qu'il peut être utilisé par des personnes qui s'emploient à réaliser une foule de choses différentes ». Crawford (2003) fait aussi remarquer « l'importante diversité et même la confusion concernant les définitions et les dimensions de l'inclusion sociale ». Cette ambiguïté nous oblige à composer avec des concepts qui se chevauchent d'une manière qui pourrait empêcher la modélisation indépendante des résultats.

Les concepts du capital social, de l'inclusion sociale et de la cohésion sociale sont utiles pour les intervenants et les chercheurs en politiques s'ils sont clairement définis d'une façon qui permet la mesure indépendante de chaque concept. Dans une approche

unique, le Projet d'innovation en emploi communautaire (PIEC) propose de mesurer la création de capital social à l'aide d'une définition du capital social axée sur les réseaux sociaux et de mesures fondées sur les réseaux qui ont été clairement distinguées des autres résultats connexes du PIEC, comme l'inclusion sociale et la cohésion sociale. De la même manière, les mesures de la cohésion sociale et de l'inclusion sociale appliquées dans le PIEC ne se recoupent pas.

Capital social, inclusion sociale et cohésion sociale : ambiguïté conceptuelle

Beaucoup de définitions du capital social reconnaissent le concept de « réseaux » de personnes reliées; Stone

PIEC – soutien des chômeurs et du développement des collectivités locales

Le Projet d'innovation en emploi communautaire (PIEC) est un projet pilote de recherche à long terme visant à étudier la faisabilité d'une nouvelle formule de soutien du revenu à l'intention des chômeurs. Le PIEC est parrainé par Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDC) et par le ministère des Services communautaires de la Nouvelle-Écosse (MSCNE).

Les personnes admissibles de la MRCB ont eu la possibilité d'échanger leurs prestations d'assurance-emploi (a.-e.) ou d'aide sociale contre un « salaire communautaire » qu'elles gagnaient en travaillant pendant une durée maximum de trois ans dans des projets créés et dirigés à l'échelle locale. En plus de répondre au problème immédiat du chômage, le PIEC tend à influencer également à plus long terme l'employabilité des participants en enrichissant leur capital social et humain.

Le rôle central que jouent les collectivités locales dans la mise en évidence et la définition des besoins prioritaires locaux, puis dans la création, l'approbation et la mise en application de projets qui répondent à ces besoins, est un élément fondamental du PIEC.

(2001), par exemple, considère le capital social comme « des réseaux de relations sociales caractérisés par des normes de confiance et de réciprocité ». Ce point de vue est particulièrement pertinent pour le PIEC et met en évidence le rôle des liens et des réseaux sociaux. Toutefois, Woolcock (2001) croit qu'il est essentiel de ne pas confondre le capital social avec ses conséquences et fait remarquer que les définitions du capital social ont tendance à inclure, à la fois, les « réseaux » et des valeurs comme la confiance et la réciprocité. Il préconise une définition qui se concentre sur la nature du capital social plutôt que sur ses résultats et soutient que la « confiance » n'est pas un élément approprié pour cette définition, même s'il s'agit d'une conséquence du capital social. Il suggère aussi qu'une part importante de l'intérêt actuel pour le capital social s'explique par une définition qui inclut non seulement la structure des réseaux et des relations sociales, mais aussi les caractéristiques du comportement (p. ex. confiance, réciprocité, honnêteté) et les mesures institutionnelles de la qualité (p. ex. primauté du droit et libertés civiles). Une définition élargie risquerait de transformer le capital social en un élément qui s'applique à tout et à tous et le transformerait en un outil d'analyse sans intérêt.

Cette ambiguïté est particulièrement problématique quand les conséquences éventuelles du capital social sont elles-mêmes des résultats indépendants du PIEC. Par exemple, une cohésion sociale accrue peut devenir un résultat à moyen ou à long terme observable par le PIEC. La confiance et la réciprocité sont des éléments fondamentaux de beaucoup de définitions de la cohésion sociale, notamment celles axées sur les sentiments d'appartenance et d'identité commune. Bien que la

confiance et la réciprocité soient liées aux concepts du capital social et de la cohésion sociale, elles ne peuvent pas servir de mesures indépendantes pour ces deux concepts.

De la même manière, une inclusion sociale accrue constitue un résultat intéressant pour le PIEC. Un grand nombre de définitions de l'inclusion sociale font référence aux possibilités de participation à la vie économique, politique et culturelle d'une collectivité (Crawford, 2003). Toutefois, puisque cet aspect de la « participation » est également présent dans les concepts du capital social et de la cohésion sociale, cette situation soulève des interroga-

Une définition élargie risquerait de transformer le capital social en un élément qui s'applique à tout et à tous et le transformerait en un outil d'analyse sans intérêt.

tions au sujet du chevauchement des mesures. Par exemple, la participation à différentes activités communautaires associatives ou non associatives a été considérée comme un indicateur du capital social et comme une inclusion et une cohésion sociales accrues (Jenson, 1998). La définition et les mesures du capital social doivent se distinguer des concepts connexes, en particulier lorsque l'initiative peut avoir une incidence sur ces résultats de manière indépendante.

Capital social : ressources des réseaux et caractéristiques structurelles

La définition du capital social du PIEC se concentre sur les ressources qui sont

intégrées dans les réseaux sociaux et qui sont indépendantes des mesures de la cohésion et de l'inclusion sociales. Ces ressources, disponibles et accessibles dans les réseaux, constituent les éléments fondamentaux du capital social. Dans le PIEC, les catégories de ressources mesurées sont celles qui peuvent potentiellement subir l'influence de l'initiative et qui sont liées aux effets du PIEC comme l'aide à la recherche d'emploi, les conseils spécialisés disponibles, le soutien affectif et l'aide dans les tâches ménagères.

Outre la quantification des catégories de ressources accessibles, le PIEC mesure aussi les caractéristiques structurelles des réseaux. Par exemple, la densité et l'homogénéité des relations dans un réseau ont été identifiées comme des caractéristiques importantes de l'élaboration du capital social. Selon Woolcock et Narayan (2000), « les réseaux moins denses et moins homogènes aideraient les personnes à confronter la pauvreté et la vulnérabilité, à résoudre les conflits ou à tirer profit des nouvelles possibilités ». Johnson (2003) a officialisé des éléments de cette théorie dans un modèle de la formation du capital social qui examine de quelle manière les caractéristiques des réseaux telles que la taille, l'homogénéité et la densité évoluent et subissent l'influence des facteurs décrits dans le modèle. La taille, l'homogénéité et la densité sont des aspects clairement définissables des réseaux sociaux qu'il est possible de mesurer indépendamment de ceux des résultats connexes.

Dans le PIEC, l'homogénéité est mesurée à l'aide d'un questionnaire d'enquête dans le but de comparer les caractéristiques démographiques d'un répondant à celles de son réseau social. La densité du réseau est évaluée avec des questions qui définissent la nature

et les liens de ces relations; d'autres mesures servent à établir la nature formelle ou informelle des rapports. Comme les mesures du capital social portent sur les caractéristiques et les ressources disponibles des réseaux, il est possible de considérer les caractéristiques du comportement et la participation communautaire comme des conséquences associées à la cohésion et à l'inclusion sociales.

Inclusion sociale : accès divers et participation à des aspects importants de la société

Bien que la définition de l'inclusion sociale varie dans la littérature, l'égalité de l'accès et de la participation aux aspects importants de la société s'avère un élément essentiel de la majorité des définitions (Crawford, 2003). Les aspects particuliers sur lesquels quelqu'un décide de se concentrer déterminent l'orientation fondamentale du concept et des mesures connexes. Par exemple, la majeure partie de la littérature traite de l'aspect économique de l'inclusion sociale et met l'accent sur les mesures de l'emploi, de l'égalité des revenus et de la pauvreté. L'une des notions essentielles de l'aspect économique de l'inclusion sociale est l'égalité de l'accès et de la participation à l'activité du marché, dont les marchés du travail.

L'aspect économique de l'inclusion sociale est particulièrement pertinent pour le PIEC, puisque l'un de ses principaux objectifs consiste à améliorer l'économie sociale du Cap-Breton. L'aspect économique de l'inclusion sociale est un élément primordial dans la littérature. Comme l'indique Jenson (1998), « dans ces travaux, on entend par insertion le fait de mettre les gens en contact avec une forme reconnue d'activité économique ». Les effets sur

la collectivité sont considérés comme le produit de l'activité économique et la participation à un travail salarié. Conformément à cette notion, l'étude des retombées pour les collectivités du PIEC examine de nombreux résultats économiques communautaires à l'aide de mesures associées à l'inclusion économique, dont les taux de chômage chez les adultes et les jeunes, la répartition des revenus, l'ampleur de l'inégalité, le recours à l'aide sociale et la pauvreté.

La participation aux aspects (politiques, culturels et sociaux) importants de la vie communautaire est tout aussi essentielle à l'inclusion sociale que l'autosuffisance économique.

Le PIEC doit cependant, pour différentes raisons, adopter une définition élargie de l'inclusion et tenir compte de la participation à un plus grand nombre de situations sociétales importantes, dont les aspects politiques, culturels et sociaux. Cette définition élargie cadre davantage avec la perspective plus vaste du PIEC sur l'économie sociale qui intègre le secteur bénévole et un plus grand nombre d'éléments à but non lucratif que ceux compris dans la définition courante d'une entreprise sociale; bien que les organismes parains du PIEC possèdent de nombreuses caractéristiques d'une entreprise sociale, le PIEC n'a imposé aucune définition formelle ou structure organisationnelle aux collectivités, notamment parce que cela n'était pas conforme au principe central du PIEC relativement au contrôle de l'élaboration des projets par les collectivités.

Même si certains croient que le secteur bénévole ne fait pas partie du domaine de l'économie sociale — il est absent dans un cadre d'entreprise en particulier (Ninacs, 2002) —, son importance est largement reconnue. La littérature sur le secteur bénévole soutient que l'autonomie économique qui découle de l'obtention d'un revenu suffisant n'est qu'une des nombreuses solutions visant à améliorer l'inclusion sociale. La participation aux aspects (politiques, culturels et sociaux) importants de la vie communautaire est tout aussi essentielle à l'inclusion sociale que l'autosuffisance économique.

Par conséquent, les mesures du PIEC concernant l'inclusion sociale évaluent le degré d'accès aux institutions communautaires et l'ampleur de la participation des membres de la collectivité à différentes activités associatives et non associatives, tout en identifiant les obstacles à l'accès et à la participation existants. La collecte de données démographiques détaillées dans chaque collectivité permet d'élaborer des indicateurs qui mesurent non seulement l'ampleur de la participation globale à diverses activités communautaires, mais aussi le degré de diversité de chaque domaine relié à la démographie de l'ensemble de la collectivité. Grâce aux indicateurs de la participation inclusive, il est possible de déterminer toutes les retombées du PIEC sur les groupes socialement exclus autres que celles découvertes par les indicateurs économiques communautaires.

Cohésion sociale : sentiment d'appartenance, confiance et valeurs communes

Bien que Jenson (1998) énumère cinq éléments de la cohésion sociale qui recourent les aspects de l'inclusion sociale et du capital social, elle définit une dimension unique partagée par la

plupart des définitions de la cohésion sociale tirées de la littérature. Sa dimension d'« appartenance » donne un sentiment de valeurs communes et une identité communautaire collective à la définition de la cohésion sociale. Un sentiment d'identité commune permet aux gens de se sentir reliés à leur collectivité et est associé à la diminution des sentiments d'isolement. La confiance s'avère aussi un élément important de la cohésion sociale, notamment parce qu'elle est associée à la dimension d'« appartenance ».

Les mesures de la cohésion sociale relatives à l'appartenance, aux valeurs communes et à la confiance sont très pertinentes pour le PIEC. Cette conceptualisation de la cohésion sociale a été associée non seulement aux résultats de l'inclusion sociale et du capital social, mais aussi à d'autres résultats intéressants du PIEC, et ce, aux niveaux individuel et organisationnel; cela inclut les améliorations du secteur bénévole et les répercussions positives sur la santé et le bien-être des personnes. En outre, avec les mesures du capital social axées sur les ressources des réseaux et l'évaluation de l'inclusion sociale au moyen de l'accès et de la participation, les mesures de la cohésion sociale sont mieux orientées vers les perceptions, les attitudes et les valeurs des membres de la collectivité. L'indépendance de ces mesures favorise l'exploration des effets du PIEC et des rapports entre le capital social, l'inclusion sociale et la cohésion sociale.

Par conséquent, le PIEC met l'accent sur les sentiments d'appartenance, de confiance et d'identité commune dans la définition de ses mesures de la cohésion sociale. Il inclut aussi des indicateurs du niveau perçu d'interdépendance et d'engagement dans la collectivité, l'ampleur de la satisfaction et de l'utilité de la collectivité, les mesures de la confiance civique et globale et la

mesure de l'identification des personnes aux groupes sociaux et ethniques de la collectivité.

Mécanismes du PIEC pouvant avoir une incidence sur le capital social, l'inclusion sociale et la cohésion sociale

Le PIEC peut avoir des répercussions sur le capital social, l'inclusion sociale et la cohésion sociale des membres des collectivités participantes par l'entremise des effets des processus et des produits. Les effets des processus proviennent des collectivités qui répondent à l'offre du PIEC et mettent en œuvre un projet, ce qui inclut le processus d'engagement

Pour la collectivité, une interaction accrue, des réseaux sociaux élargis et une identité communautaire plus forte engendrent une hausse de la participation à ses institutions et aux activités collectives, ce qui encourage une meilleure inclusion sociale.

dans la collectivité, l'élection de conseils communautaires représentatifs, la planification stratégique, l'évaluation des capacités ainsi que la mobilisation des organismes locaux d'économie sociale pour élaborer et réaliser les projets. Les effets des produits sont observables dans les collectivités à la suite du résultat de projets du PIEC. Ces effets sont visibles aux niveaux individuel et organisationnel et se traduisent par des retombées globales pour la collectivité.

Les personnes et les organisations associées aux conseils communautaires, les

parrains de projet et l'ensemble des membres de la collectivité peuvent sentir les effets des processus. Par exemple, des personnes participent à la mise sur pied et à la gestion d'un conseil communautaire — participation de la collectivité, planification, détermination des priorités et supervision de l'élaboration du projet — au moyen de processus démocratiques et de discussion. Ces activités rassemblent les personnes plus souvent, de manière formelle ou informelle, et favorisent l'élargissement des réseaux sociaux. De cette manière, les personnes deviennent plus responsables entre elles, ce qui contribue à une plus forte identité communautaire et à une cohésion sociale accrue. Pour la collectivité, une interaction accrue, des réseaux sociaux élargis et une identité communautaire plus forte engendrent une hausse de la participation à ses institutions et aux activités collectives, ce qui encourage une meilleure inclusion sociale.

Les effets des produits découlent de la consommation ou de l'utilisation des biens et des services créés par des projets dans l'économie sociale. Les biens et les services produits par les projets communautaires du PIEC doivent être conformes aux besoins de la collectivité tels que déterminés dans la planification stratégique et, par conséquent, doivent avoir une valeur directe pour la collectivité. Selon la nature du produit, cela peut accroître l'interaction et la participation et améliorer ainsi les réseaux et l'inclusion sociale. Outre les effets directs du résultat des projets du PIEC, il existe aussi un éventuel effet indirect ou « multiplicateur » dans la mesure où ces projets peuvent soutenir ou renforcer les organisations et les institutions existantes des collectivités. Par exemple, un service de transport pour les personnes âgées peut faire augmenter l'assistance à l'église et la créa-

tion d'une nouvelle garderie peut permettre à plus de parents de faire du travail salarié ou bénévole.

Ces mécanismes des processus et des produits peuvent aider le PIEC à avoir des effets directs sur le capital social, l'inclusion sociale et la cohésion sociale au niveau individuel; toutefois, les organisations de l'économie sociale peuvent aussi subir les mêmes effets, ce qui entraînerait une médiation des effets sur le capital social, l'inclusion sociale et la cohésion sociale. Il existe aussi des rétroactions entre le capital social, l'inclusion sociale, la cohésion sociale et l'économie sociale; tous ces éléments se soutiennent entre eux.

Bien que la méthodologie de recherche du PIEC se concentre sur la détection des résultats du PIEC, le caractère longitudinal de nombreuses sources de données et certaines approches qualitatives permettent l'examen de la dynamique en cause.

Méthodologie de recherche du PIEC

La méthodologie de recherche du PIEC comprend une étude expérimentale d'impacts auprès de participants qui a recours à une méthode par assignation aléatoire. Les participants sont assignés de manière aléatoire à un groupe programme ou à un groupe témoin. Le groupe programme participe au PIEC, alors que le groupe témoin, inadmissible au programme, sert d'élément contrefactuel, c'est-à-dire une mesure de ce que le résultat aurait été en l'absence du programme. On peut attribuer avec certitude toutes les différences observées au fil du temps dans les expériences des deux groupes au PIEC, car l'assignation aléatoire garantit qu'il n'existe aucune différence préexistante entre les groupes.

Mesurer la taille d'un réseau : le nombre de relations qui permettent l'accès à des ressources

Les enquêtes de suivi du PIEC quantifient la taille du réseau social d'une personne en mesurant le nombre total de relations qu'une personne a et qui donnent accès à des ressources liées à des résultats intéressants dans le cadre du PIEC. Dans le cadre des enquêtes, les répondants doivent énumérer par écrit leurs relations pour chaque type de ressource. Le nombre total de personnes est alors déterminé.

Veillez inscrire les noms des parents, des amis proches et des connaissances dont vous pourriez facilement obtenir de l'aide pour :

- trouver un emploi, par exemple vous tenir au courant de postes disponibles, écrire une lettre de référence ou vous recommander à un employeur potentiel
- effectuer des tâches domestiques telles que la garde d'enfants, l'entretien domestique, les corvées ménagères ou les soins personnels
- prodiguer des conseils spécialisés dans le domaine financier, médical ou juridique
- apporter un soutien affectif tel que des encouragements, des paroles de réconfort ou des conseils de nature confidentielle

Mesurer la densité d'un réseau : l'interconnexion des relations

Les enquêtes de suivi du PIEC mesurent également la façon dont les relations sont interdépendantes à l'intérieur du réseau. Précisément, les enquêtes demandent aux répondants combien de leurs relations se connaissent entre elles, combien sont des membres de leur famille et combien sont des amis proches.

Parmi les personnes que vous avez énumérées :

- Combien d'entre elles se connaissent, à votre avis?
- Combien sont des membres de votre famille, des parents à vous ou des membres de votre belle-famille?
- Combien d'entre elles sont des amis proches de vous ou des amis proches entre elles?
- Avec combien avez-vous travaillé?

Mesurer l'hétérogénéité d'un réseau : la diversité parmi les caractéristiques des personnes-ressources

Les enquêtes de suivi du PIEC mesurent aussi la diversité des personnes-ressources au sein du réseau. Précisément, dans le cadre des enquêtes les répondants doivent répondre à des questions relatives au sexe, à l'âge, au lieu de résidence et aux études de leurs relations.

- Combien sont des hommes?
- Combien ont au plus 10 ans d'écart avec vous?
- Combien vivent dans la même communauté que vous?
- Combien ont à peu près le même niveau d'études que vous?

Les expériences des participants des groupes programme et témoins sont évaluées à l'aide d'une série d'enquêtes de suivi et de sources de données administratives. Les enquêtes de suivi réalisées au 18^e, au 40^e et au 54^e mois suivant l'assignation aléatoire constituent la principale source de données sur l'emploi, les gains d'emploi, les études, les compétences ainsi que la santé et le bien-être des participants à l'étude; elles posent aussi les fondements de la mesure des impacts du PIEC. Puisque les données des enquêtes sont recueillies à la fois pour les membres du groupe programme et ceux du groupe témoin, il est possible d'évaluer les estimations cohérentes et fiables de l'incidence du PIEC sur les réseaux sociaux et le bénévolat, et ce, indépendamment des résultats relatifs aux expériences du marché du travail et au bien-être.

Outre l'étude d'impacts auprès des participants, la méthodologie de recherche du PIEC prévoit une étude détaillée des retombées pour les collectivités. Cela inclut une méthodologie de recherche à plusieurs méthodes qui dépend fortement d'une approche de la « théorie du changement » et d'une comparaison quasi expérimentale des collectivités. Une vaste gamme de méthodes de collecte de données servent dans cette méthodologie, notamment une enquête longitudinale sur les collectivités, des indicateurs administratifs et une série d'approches de recherche qualitative. L'enquête longitudinale est réalisée en trois étapes avec un échantillon aléatoire de membres des collectivités programme et de comparaison et comprend des questions sur l'activité économique, l'emploi, la composition des ménages, la santé, le bien-être, l'emploi du temps, la participation communautaire, les attitudes à l'égard de la collectivité locale et les

réseaux sociaux. Il est possible de concevoir des indicateurs concernant l'évolution des réseaux sociaux, les attitudes à l'égard de la collectivité locale (dont la confiance et la réciprocité), le bénévolat et la participation aux activités communautaires; cela permet l'analyse de l'effet du PIEC sur l'évolution du capital social, la cohésion communautaire et l'inclusion sociale indépendamment pour chaque élément et indépendamment des résultats communautaires connexes.

Situation actuelle

Les premières enquêtes auprès des participants de l'étude du PIEC et la première série d'enquêtes sur les collectivités fournissent une mesure de « base » des réseaux sociaux pour les participants de l'étude, les membres du PIEC et les collectivités de comparaison de la Municipalité régionale du Cap-Breton (MRCB). Toutefois, pour évaluer l'effet du PIEC sur le capital social et les résultats connexes, d'autres données provenant des enquêtes de suivi additionnelles sont nécessaires. L'enquête de suivi après 18 mois auprès des participants de l'étude était en cours de réalisation jusqu'au début de 2004. Le suivi de l'enquête sur les collectivités vient à peine de se terminer cet été. Par conséquent, la publication du premier rapport sur les effets du PIEC est prévue pour le début ou le milieu de 2005.

Bibliographie :

Crawford, C. (2003). *Towards a common approach to thinking about and measuring social inclusion*. Toronto : Roehrer Institute.

Jenson, J. (1998). *Les contours de la cohésion sociale : l'état de la recherche au Canada* (étude n° F03 des Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques). Ottawa : Renouf Books.

Johnson, C. (2003). *A Model Of Social Capital Formation* (document de travail de la SRSA n° 03-01). Ottawa : Société de recherche sociale appliquée.

Ninacs, W. A. (2002). *A Review of the Theory and Practice of Social Economy/Économie Sociale in Canada* (document de travail de la SRSA n° 02-02). Ottawa : Société de recherche sociale appliquée.

Stone, W. (2001). *Measuring social capital: Towards a theoretically informed measurement framework for researching social capital in family and community life* (article de recherche d'AIFS n° 24). Melbourne : Australian Institute of Family Studies.

Woolcock, M. (2001). The place of social capital in understanding social and economic outcomes. *Isuma*, 2 (1), 11-17.

Woolcock, M., & Narayan, D. (2000). Social capital: Implications for development theory, research and policy. *World Bank Research Observer*, 15, 225-249. ♦

Babillard

Publications

Out-of-School Time-Use During Middle Childhood in a Low-Income Sample: Do Combinations of Activities Affect Achievement and Behaviour? par Pamela Morris et Ariel Kalil (publié en anglais seulement)

Ce document de travail utilise les données du Projet d'autosuffisance (PAS) pour examiner les effets des activités extrascolaires sur les enfants âgés de 6 à 12 ans issus de familles à faible revenu. La participation à toutes les activités structurées examinées (le sport, les leçons et les clubs) est invariablement significativement associée à de faibles avantages pour les enfants. Lorsque l'on a évalué les enfants par le biais d'un contrôle de mathématiques et de rapports parentaux sur les résultats scolaires et le comportement social, les enfants qui avaient pris part à des activités structurées ont obtenu de meilleurs résultats que ceux qui n'y avaient pas participé. En particulier, le document de travail suggère que la participation à des activités sportives devrait être encouragée; en revanche, il ne trouve aucune preuve que le seul fait de faire partie d'un club aide les enfants de 6 à 12 ans à améliorer leur performance ou leur comportement.

An Econometric Analysis of the Impact of the Self-Sufficiency Project on Unemployment and Employment Durations par Jeffrey Zabel, Saul Schwartz et Stephen Donald (publié en anglais seulement)

Ce document de travail évalue les impacts à court et à long termes du PAS sur la durée des périodes d'emploi et de chômage de ceux qui ont reçu des paiements du supplément du PAS. Le document de travail démontre que le PAS produit des effets à court terme significatifs sur la durée des périodes d'emploi et de chômage. Le document constate également que le PAS semble avoir un effet positif à long terme sur le taux d'emploi des membres du groupe programme s'étant prévalus de l'offre. Il semble que cela soit dû à la diminution à long terme de la probabilité de sortir du marché du travail pour ces membres du groupe programme. Le document obtient des estimations non biaisées des durées en estimant un modèle conjoint de durées d'emploi et de chômage. Ce modèle prend en compte l'hétérogénéité non observée et la sélection non aléatoire relative à l'emploi. Le document de travail constate que ces deux facteurs avaient peu d'influence sur le fait de sortir du marché du travail et de cesser d'être au chômage.

Sustaining: Making the Transition From Welfare to Work par Wendy Bancroft (publié en anglais seulement)

Ce document de travail documente la vie de plusieurs mères seules faisant partie du Projet d'autosuffisance, dans leurs efforts pour abandonner l'aide sociale et occuper un emploi. Au cours d'entrevues personnelles approfondies s'étalant sur une période de deux ans, les mères parlent des facteurs qui ont

influencé leur capacité à quitter l'aide sociale pour occuper un emploi à long terme. Les femmes discutent des conditions de travail, des rôles que les pères de leurs enfants et les autres jouent dans le bien-être familial et, dans le cas de la plupart des femmes, de la façon dont elles font face aux séquelles d'abus de la part de leur conjoint. Après avoir pris ces facteurs en compte, l'étude se penche finalement sur le rôle de la résilience dans le fait de quitter l'aide sociale et des implications de la résilience sur les politiques d'incitation au travail.

Employment Insurance and Family Response to Unemployment: Canadian Evidence From the SLID par Rick Audas et Ted McDonald (publié en anglais seulement)

Ce document de travail jette un premier coup d'œil sur l'influence des prestations ordinaires d'assurance-emploi (a.-e.) sur les décisions des conjoints à l'égard de l'offre de travail dans les cas où le principal soutien économique perd son emploi. À l'aide de données longitudinales tirées de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu (EDTR) pour la période allant de 1993 à 2001, les auteurs montrent que même si, en général, l'admissibilité à l'a.-e. de ce dernier a peu d'impact sur la décision de l'autre conjoint de chercher un emploi ou de travailler davantage, elle semble compter de façon significative lorsque des enfants font partie du ménage ou lorsque la perte d'emploi survient pour des raisons qui sont de nature non saisonnières. Cette conclusion suggère que le régime pourrait donner une plus grande marge de manœuvre aux familles pour équilibrer leurs obligations professionnelles et familiales.

Événements

Des chercheurs de la SRSA participent à l'institut d'été AVID

Trois chercheurs de la SRSA ont participé à l'institut d'été AVID qui s'est tenu à San Diego du 2 au 6 août 2004 dans le cadre du projet Advancement Via Individual Determination (AVID) de la Colombie-Britannique, l'un des projets pilotes de la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire. La SRSA est chargée d'effectuer l'évaluation du projet AVID de la Colombie-Britannique qui vise à identifier les élèves ayant un rendement scolaire « dans la moyenne » en 7^e ou en 8^e année et à leur offrir un appui durant leurs études secondaires afin qu'ils puissent accéder à des études postsecondaires. Reuben Ford, Susanna Gurr et Elizabeth Dunn de la SRSA ont approfondi leurs connaissances à propos des techniques d'étude d'AVID et de la mise en œuvre du programme avec le personnel des districts scolaires de la Colombie-Britannique qui mettront en œuvre le programme AVID. Ils ont pu rencontrer le personnel et leur expliquer la méthodologie de recherche. Des représentants de la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire, du ministère de l'Éducation de la Colombie-Britannique et du district scolaire de Chilliwack étaient également présents et

ont rencontré le personnel du AVID Center (également situé à San Diego) qui fournira son appui dans le cadre de la recherche et de la mise en œuvre du programme.

La SRSA présente les enseignements tirés de \$avoir en banque à la Learning Conference sur les CID de 2004

Des représentants de gouvernements, de sociétés, de fondations, d'établissements financiers et d'universités se sont rencontrés à la Nouvelle-Orléans du 21 au 23 septembre 2004 pour mettre en commun les innovations et les meilleures pratiques liées au domaine des comptes individuels de développement (CID) et de l'acquisition d'actifs. Le Department of Health and Human Services des États-Unis commanditait la conférence qui comprenait une série d'ateliers de travail sur la recherche, l'évaluation et les initiatives de CID à l'échelle internationale. Dans le cadre d'un panel regroupant des conférenciers provenant du Canada, du Royaume-Uni et de l'Australie, Paul Kingwell de la SRSA et Barbara Gosse de SEDI (Social and Enterprise Development Initiatives), le partenaire de la SRSA dans le cadre de \$avoir en banque, ont présenté le projet \$avoir en banque et ses résultats à ce jour.

Une associée de recherche de la SRSA fait des recommandations à la Chambre des communes

Carole Vincent, associée principale de recherche à la SRSA, a présenté des recommandations au sujet de la réforme de l'assurance-emploi (a.-e.) au Comité permanent du développement des ressources humaines, du développement des compétences, du développement social et de la condition des personnes handicapées de la Chambre des communes, le 11 mai 2004. En se fondant sur les conclusions du rapport de la SRSA *Pour mieux comprendre le recours à l'assurance-emploi : Rapport final du Projet de supplément de revenu*, Dre Vincent a présenté des arguments indiquant que, malgré des efforts continus visant à améliorer le soutien de l'a.-e. aux Canadiens, le régime d'assurance-emploi ne reconstruit pas de façon adéquate les réalités actuelles du marché du travail. Elle a avisé le comité que la priorité devrait être d'évaluer les mérites d'un vrai programme fondé sur les heures qui élargirait le droit à une couverture totale par le régime d'a.-e. à tous les travailleurs qui ont un emploi rémunéré et qui par conséquent sont tenus de payer des cotisations.

La SRSA participe à une réunion d'experts sur la façon de mesurer le capital social

Le 8 juin 2004, David Gyarmati et Darrell Kyte de la SRSA ont participé à une réunion d'experts sur la façon de mesurer le capital social, coordonnée par le Projet de recherche sur les politiques (PRP), et ont discuté de la mesure et de la

dynamique du capital social. Gyarmati et Kyte ont présenté l'approche utilisée par le PIEC pour mesurer le capital social en tant que ressources au sein de réseaux sociaux. Ils ont discuté des diverses méthodes expérimentales et non expérimentales d'étude de la dynamique qui existe entre le PIEC, le capital social et d'autres résultats dignes d'intérêt. De nombreux décideurs et chercheurs canadiens et internationaux de tous horizons ont pris part à cet atelier de travail.

La SRSA fait une présentation lors de la 38^e conférence annuelle de l'Association canadienne d'économique

La SRSA a présenté les résultats du rapport final de l'étude sur les requérantes du Projet d'autosuffisance (PAS) lors de la 38^e conférence annuelle de l'Association canadienne d'économique (ACÉ) qui s'est tenue à Toronto le 4 juin 2004. Doug Tattrie, Reuben Ford et David Gyarmati, les auteurs du rapport, ont déclaré lors de cette conférence que le supplément de revenu du PAS a augmenté l'emploi à temps plein, réduit la réception d'aide sociale et diminué la pauvreté parmi les chefs de famille monoparentale demandeurs d'aide sociale en Colombie-Britannique. L'étude sur les requérantes du PAS était une étude expérimentale impliquant 3 315 participantes de février 1994 à mars 1995. Elle était l'une de trois études connexes du PAS : l'étude sur les prestataires du PAS examinait les effets d'un supplément de revenu sur les prestataires d'aide sociale de longue date tandis que l'étude du PAS-plus s'intéressait aux effets d'un supplément de revenu jumelé à des services en matière d'emploi.

Ian A. Stewart se joint au Conseil de la SRSA

Le 30 septembre 2004, M. Ian Stewart a été nommé au conseil d'administration de la SRSA. Diplômé de la Queen's University et titulaire d'un doctorat de la Cornell University, il a d'abord enseigné à Queen's et au Dartmouth College avant d'entrer à la Banque du Canada. Il a par la suite poursuivi une longue et distinguée carrière au sein de la fonction publique fédérale, où il a occupé des postes de direction au Bureau du Conseil privé, ainsi que le poste de sous-ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et de sous-ministre des Finances. ◆